

Grève au Crédit Agricole : une première depuis plus de 20 ans

MOUVEMENT SOCIAL

Ce mercredi 16 novembre, les quatre syndicats du Crédit Agricole Centre-Est ont réuni le personnel gréviste devant le siège administratif, situé au 3 boulevard John-Kennedy, à Bourg-en-Bresse. Une première depuis plus de 20 ans.

Ils étaient nombreux ce matin à avoir suivi l'appel de FO, de la CFDT, de la SNECA (émanation de la CGC) et de la SNIACAM (syndicat interne à la banque). Mais Stéphane Bonnaud, délégué Force Ouvrière, rappelle que « certains sont absents aujourd'hui, car ils ne travaillent pas ou n'ont pas pu faire le déplacement jusqu'à Bourg ». En effet, si beaucoup de manifestants sont originaires de l'Ain, d'autres viennent de Saône-et-Loire, de Drôme ou d'Ardèche. Au total, il y aurait 795 grévistes sur les 3000 personnels selon le service presse du Crédit Agricole, soit plus de 25 % des effectifs du groupe Crédit Agricole. Parmi eux, 400 se sont rassemblés à la salle des fêtes de Saint-Denis-lès-Bourg, pour l'assemblée générale. Dans les rangs, les revendications sont claires. Il y a « une non-reconnaissance du travail fait dans le réseau » déplore Marie-Claude, mais aussi Sophie (prénom modifié) ou Christelle (prénom modifié) qui dénonce une « pression commerciale et mentale avec une forte demande de travail sans reconnaissance ».

HEURES SUP, DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

Sophie manifeste aussi pour dénoncer des « salaires figés » et réclame « une égalité des horaires entre les différentes agences. Certains sont obligés de travailler toute la journée du samedi alors que d'autres finissent à 13 h ». Pour Sébastien (prénom modifié) le « service clientèle n'est pas à la hauteur ». Une déclaration qui rejoint celle de Maxime (prénom modifié) qui se désole de « ne pas pouvoir apporter un service à la hauteur, comme on le faisait auparavant ».

La grève, pour les syndicats, est due aux manques de réponses de la direction à la suite de la publication d'un rapport rempli par près de 2800 employés (soit plus de 75 % de l'effectif total). Un rapport réalisé par un cabinet indépendant pour évaluer les risques psychosociaux au sein de l'entreprise. Parmi ces risques psychosociaux, on retrouve des « difficultés de recrutement, des heures supplémentaires non reconnues, des démissions, un absentéisme structurel provoqué par une pression permanente, burn-out, licenciement pour inaptitudes médicales majoritairement dû au travail », rappelle Emmanuel Michelet, vice-président de la SNIACAM. Ce dernier dénonce aussi la stagnation des salaires alors que « l'entreprise affiche une performance financière insolente ». Il conclut son discours en se demandant si « la banque mutualiste aurait perdu le sens de l'humain ».

Dans un communiqué publié le 15 novembre, la direction du Crédit Agricole Centre-Est annonce prendre régulièrement des mesures pour répondre à l'évolution des conditions de travail. C'est dans ce sens que l'entreprise a lancé un « plan d'une quarantaine de mesures [...] déjà engagé depuis plusieurs mois ». Afin de réduire la pression sur les salariés, l'entreprise déclare investir dans le recrutement avec « plus de 300 personnes [embauchées] en 2022 et [prévoit d'en] recruter 400 en 2023 ».

La direction présente son entreprise comme « tournée vers l'humain ». C'est dans ce sens qu'elle a mis en place une rénovation des agences, afin d'assurer « d'excellentes conditions de travail et d'accueil de la clientèle ».

L'entreprise déclare en 2022 une augmentation moyenne des salaires de 5 % et rappelle le « nouvel accord de participation et d'intéressement qui permet de distribuer chaque année l'équivalent de plus de 3 mois de salaire ». Le service presse précise que cette mesure concerne tous les « collaborateurs de plus de trois mois selon le prorata du temps passé dans l'entreprise ».

« On annonce que ça va être la grève, dans tous les secteurs! »

SYNDICAT

L'Union départementale Force ouvrière de l'Ain (UD FO 01) a tenu, jeudi 10 novembre, une commission exécutive élargie à tous ses syndicats. Une trentaine de militants étaient présents, et une vingtaine d'entreprises représentées. Parmi elles : EDF, Arcelor Mittal, le Crédit Agricole, Carrefour, La Poste, le CPA, CMSI, Rubis...

UN CONSTAT ALARMANT ET INÉDIT

Au bout de plusieurs heures de discussion, le constat était sombre et radical : « Nous avons senti beaucoup de salariés en souffrance, résume Saïd Andaloussi, le secrétaire général du syndicat. À cause de conditions de travail qui deviennent de plus en plus délétères. Il y a une course à l'optimisation qui n'a plus de limite. » Les conséquences observées auprès des salariés sont graves : turn-over, démissions, burn-out, difficultés de recrutement et perte de pouvoir d'achat (obligeant certains à recourir au Secours populaire)...

Cette situation, aggravée par le contexte d'inflation, s'est traduite par de nombreux mouvements de contestation ces derniers mois. « Depuis le début de l'année, on s'implante beaucoup, on a des adhésions qui affluent, remarque Nicolas Dussoyer adjoint UD FO. Il y a donc un état d'esprit à ne pas se résigner et la volonté de s'engager, surtout de la part des jeunes qui n'ont pas froid aux yeux. Les grèves ont même lieu dans des endroits où l'on n'est pas implantés ; ils ne nous attendent pas pour agir. »

Ces symptômes semblent aujourd'hui traverser l'ensemble du monde professionnel. Quel que soit le statut (public comme privé), la taille (grosse ou petite entreprise) ou le secteur d'activité, la situation générale semble être la même pour tous, à la grande surprise des représentants du syndicat : « C'est rare, mais tous font le même constat. En parlant, nous nous sommes rendu

compte que nous avons l'impression de tous travailler dans la même entreprise. Avant il y avait des secteurs un peu protégés, désormais, même les entreprises qui marchent bien connaissent ces problématiques. On n'a jamais vu ça, on a eu des grèves phénoménales. Par exemple, au Crédit Agricole, qui n'avait pas connu de grève depuis 21 ans ! Et on remarque bien que la question du bien-être au travail commence à prendre le pas sur les questions financières. Ce qui peut inquiéter... »

LA MOBILISATION SE PRÉPARE

Face à cet état des lieux préoccupant, le syndicat a décidé d'agir... à grande échelle. Après avoir participé à des actions ponctuelles avec la CGT, FO a pris trois décisions :

- le soutien du mouvement de grève du 19 novembre, en faveur des lycées professionnels,
- l'encouragement de l'ouverture d'assemblées générales en entreprises, afin de mener des négociations sur les conditions de travail, là où cela est nécessaire,
- et la priorisation de l'opposition à la réforme des retraites.

Celle-ci fera l'objet d'une grande mobilisation dans les prochains mois, comme l'annonce Nicolas Dussoyer : « On va chercher avec notre confédération, dans tous les secteurs, à réunir les salariés pour préparer la grève qui bloquera le gouvernement sur la réforme des retraites, qui est pour nous la mère des batailles. C'est encore quelque chose de préservé et de collectif, qui soude l'ensemble des travailleurs, du privé comme du public... Les salariés des raffineries ont ouvert une brèche, qui pour nous ne s'est pas refermée. Ça ne passera pas par des actions journalières ponctuelles, on veut quelque chose d'analogue à 2019 (réforme des retraites). On va mettre le paquet là-dessus, nos syndicats s'y préparent, ils sont tous d'accord avec ça. »